

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 458 du 15.05

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Les brèves

1-1 Gilles Paris : La "nouvelle voie" israélienne pour le processus de paix ne convainc pas.

2 Dossier

2-1 Allain Jules : Stupeur et tremblements.

2-2 Michel Warschawski : Israël : «Le monde entier est contre nous. Qu'importe, nous vaincrons».

2-3 Faut-il avoir peur de ce nouvel état voyou ?

2-4 T. Hocine. : Un réel risque d'explosion.

2-5 Alan Sabrosky : La Couillonnade à deux Etats.

2-6 Territoires palestiniens : Intensification de la colonisation israélienne.

2-7 Rami G. Khouri : Baisse d'audience d'Israël aux Etats-Unis ?

2-8 Bradley Burston : Michaël Oren, ambassadeur – ou, ainsi finit l'occupation...

2-9 Lieberman : Fer de lance de la politique israélienne d'enfermement et d'écrasement du peuple palestinien.

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Robert Fisk : Les civils paient les guerres au prix fort.

3-2 René Backmann : l'Union européenne a fait fuiter, vers la presse, un rapport dit "confidentiel", qui confirme point par point l'illégalité des exactions israéliennes ... mais.

3-3 Le blocus israélien sème la mort dans la bande de Gaza.

3-4 Nadia Aqsous : Plus de 70% des Gazaouis souffrent de malnutrition...

3-5 Elizabeth Roulet : «Touriste» en Palestine : Une Française témoigne.

3-7 Daphna Golan : À saisir : un site idéal !

1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1- 1 Gilles Paris : La "nouvelle voie" israélienne pour le processus de paix ne convainc pas.

Biden devant l'AIPAC : "Vous n'allez pas beaucoup aimer ce que je vais vous dire, mais arrêtez de construire de nouvelles colonies, démanteler les avant-postes existants et accordez leur liberté de mouvement aux Palestiniens."

...

.Au Quai d'Orsay, Lieberman, jugé *"articulé et vif"* par ses interlocuteurs, a justifié la nécessité d'une nouvelle approche du dossier palestinien à l'aune des échecs enregistrés depuis le lancement du processus de paix en 1993.

Il a demandé à ses interlocuteurs de *"faire crédit"* à la nouvelle équipe pour chercher une *"nouvelle voie"* privilégiant la sécurité (par le renforcement des services de sécurité de l'Autorité palestinienne) et l'amélioration de l'économie palestinienne en Cisjordanie. Un processus politique ne serait envisagé qu'après une période de stabilisation qui pourrait s'étendre sur *"cinq à sept ans"*, de source israélienne. M. Lieberman a répété que le règlement du problème iranien était cependant prioritaire et qu'il faciliterait celui de la question palestinienne, et non l'inverse.

Ces propositions sont très éloignées des principes privilégiés par l'Union européenne et les Etats-Unis qui défendent la création au plus vite d'un Etat palestinien et qui souhaitent que le gouvernement israélien s'inscrive dans le principe des deux Etats, ce qu'il rechigne à faire depuis son entrée en fonctions. *"Sur le fond, il n'y a pas énormément de sujets d'entente"*, a reconnu une source israélienne, ce qu'a confirmé l'entourage du ministre français, qui a évoqué *"deux monologues"*.

"PASSER DES MESSAGES"

Hostile à la relance de négociations indirectes avec la Syrie, M. Lieberman n'a pas non plus donné suite aux demandes françaises d'ouvertures sur Gaza, toujours soumis à blocus israélien.

Le ministre israélien a envisagé au contraire *"l'asphyxie"* du Hamas qui contrôle l'étroite bande de terre dans un entretien au Jerusalem Post.

Selon l'entourage de M. Kouchner, "si Lieberman ne fixe pas la politique étrangère d'Israël puisque c'est la tâche du premier ministre, *il reste utile pour faire passer des messages, à commencer par celui de notre détermination*". Pour la France, il n'est d'ailleurs pas question de déconnecter la relation entre Israël et l'Union européenne du processus israélo-palestinien comme le souhaite ouvertement le gouvernement de M. Nétanyahou.

Ce dernier a reçu des messages similaires, mardi, de la part du vice-président des Etats-Unis, Joe Biden, qui a choisi le congrès de l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), le plus puissant groupe de pression pro-israélien américain, pour réaffirmer les convictions de la nouvelle administration américaine.

"Israël doit travailler à une solution à deux Etats", a assuré M. Biden avant d'ajouter : *"Vous n'allez pas beaucoup aimer ce que je vais vous dire, mais arrêtez de construire de nouvelles colonies, démanteler les avant-postes existants et accordez leur liberté de mouvement aux Palestiniens."*

Sources Le Monde

<http://palestine.over-blog.net/article-31099999.html>

2 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Allain Jules : Stupeur et tremblements.

Panique à bord du côté de l'administration de l'Etat hébreu de plus en plus aux abois.

Déclaration hallucinante hier de Benyamin Netanyahou qui dit qu'il est finalement prêt à discuter avec les palestiniens sans conditions.

Une volte-face inexplicable.

Le Yedioth Achronoth est le quotidien israélien au plus fort tirage. Ce qu'il a rapporté hier fait froid dans le dos, avec d'une part, la mise en lumière de manigances et de harcèlement qui visent le secrétaire général de la Maison Blanche, Rahm Israël Emanuel, et d'autre part, il atteste que aujourd'hui que le président américain, Barack Hussein Obama a bel et bien l'intention de voir signé, scellé et livré sur sa table, la solution à deux Etats au cours de son premier mandat.

L'homme de confiance de Barack Obama, Rahm Emanuel, considéré comme un ultra sioniste, rapporte le quotidien, se serait rangé dans cette position en déclarant à un leader juif dont le nom n'a pas été révélé, information reprise par *le Israely policy forum*: *« Dans les quatre prochaines années, il va y avoir un accord sur un statut permanent entre Israël et les Palestiniens sur la base de deux Etats pour*

deux peuples. Il est hors de question pour nous de tergiverser, quelque soit le premier ministre en exercice. »

Branle bas de combat et crainte en Israël. Pire, le prosélyte pacifiste a même poussé le bouchon en déclarant par la suite qu'au-delà des pressions qu'ils (Etats-Unis) exercent sur l'Etat hébreu: « *Tout traitement du problème nucléaire iranien sera subordonnée à des progrès dans les négociations et un retrait israélien de Cisjordanie.* »

En d'autres termes, les États-Unis désavouent les velléités bellicistes israélien vis-à-vis de l'Iran et leur appui concernant la dénucléarisation de l'ex Perse, dépend de la volonté d'Israël de prendre l'engagement de sortir de Cisjordanie et de permettre l'établissement d'un État palestinien s'étendant de la bande de Gaza à Jérusalem-Est...

Rahm Israël Emanuel s'est donc jeté à l'eau. Cette sortie a mis Ya'acov "Ketzele" Katz, président de *l'Union nationale* -parti raciste d'extrême droite qui veut l'annexion de tous les territoires palestiniens-, dans tous ses états comme le précise le *Jérusalem Post*. Citant le livre d'Esther (4:14), il a même menacé Rahm Emanuel en disant que s'il n'aidait pas les juifs par son influence auprès de Barack Obama comme le fit Esther auprès du roi perse Ahashverosh pour sauver les juifs, lui et sa famille périront. Il ne pouvait pas laisser passer ce « sacrilège », cette « trahison » et ces « insultes », lui qui rêve d'un Grand Israël. Ainsi, pour faire bonne figure, il prit sa plus belle plume pour adresser cette missive au Secrétaire général de la Maison Blanche en lui demandant de se rappeler aussi de ses origines...juives et israéliennes.

La même information est reprise par un forum extrémiste *Israeli Forum* qui s'est directement mis en place accusant et traitant Rahm Emanuel de traître. Une exaltation d'un communautarisme qui ne dit pas son nom et un appel au meurtre. Pire encore, c'est finalement Barack Obama qui boude le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou habitué aux vieux usages, qui souhaitait le rencontrer au début du mois de mai, en marge du sommet de *l'AIPAC*. Un camouflet retentissant qui fait hésiter le premier ministre israélien à se déplacer pendant cette conférence. Habitué à avoir des rencontres avec le président américain par un simple coup de téléphone, cette attitude de Barack Obama dérouta les israéliens.

Selon certains observateurs, ce geste d'Obama, qui plus est, n'a pas cillé face aux « provocations antisémites » selon les européens et leurs alliés, « vérités » selon l'ensemble des autres pays du monde représentant quand même 5 milliards de personnes, des risques pèsent sur la vie du dirigeant américain. Israël n'est plus à la fête. C'est la gueule de bois et, toujours d'après certains, ne sachant plus sur quel pied danser pour attirer l'attention sur lui, l'Etat hébreu fera tout pour provoquer l'Iran, quitte à commettre l'irréparable, simplement pour faire diversion et saborder le processus de paix que veut mettre en place la nouvelle administration américaine. Mais, un autre écueil est survenu dans la journée d'hier lorsqu'un sondage rendu public indique clairement que plus de 80% d'israéliens se sont résolus à une paix entre deux pays indépendants. Néanmoins, Shimon Perez a déclaré hier que : « Si l'Iran n'adoucit pas son approche, nous le frapperons ». Nous espérons que c'est de l'esbroufe.

La paix maintenant !

Allain Jules

23-04

http://cozop.com/allain_jules/israel_contraint_la_paix_et_rahm_emanuel_menace_de_mort

<http://allainjulesblog.blogspot.com/2009/04/israel-contraint-la-paix-et-rahm.html>

2-2 Michel Warschawski : Israël : «Le monde entier est contre nous. Qu'importe, nous vaincrons».

Il y a un mois, des millions de personnes sont descendues dans les rues pour manifester leur colère contre les actions militaires israéliennes à Gaza, et de tous les continents un même cri s'est élevé, exigeant l'arrêt de cette tuerie.

De la gauche à la droite, la réaction en Israël a été : « *C'est une guerre existentielle, et qu'importe ce qu'en disent les non juifs ! Après tout, tous sont antisémites de toute façon.* » Et ce qui a encouragé cet hermétisme israélien fut le soutien - ou pour le moins le silence délibéré - des Etats-Unis, de l'Europe et des Etats arabes, d'abord et avant tout, de l'Egypte.

Quand on met un pays en position au-dessus des lois et au-dessus de tout ce qui fait un comportement civilisé, quand on accepte de sa part un comportement barbare, il n'est pas étonnant que ce pays outre passe toutes les règles, et morde même ceux qui lui veulent du bien. C'est ce qu'ont appris la semaine passée, et d'une brutale façon, les Etats-Unis et l'Egypte.

Le chef des Renseignements égyptiens, le général Omar Suleiman, avait œuvré dur pour aller à la création d'un gouvernement d'union palestinienne et, à ce titre, il était parvenu non seulement à faire cesser les tirs de roquettes sur le sud d'Israël, mais aussi à sauver le gouvernement Fatah en Cisjordanie. De plus, Suleiman avait sacrifié de longues nuits pour arriver à un accord sur un échange de prisonniers qui aboutisse à la libération du soldat israélien Gilad Shalit. Et pourtant, les responsables du gouvernement israélien, d'Olmert à Livni, ne se sont préoccupés que de la formation d'un gouvernement israélien et ont ignoré le travail de Suleiman, le sort de Gilad Shalit, et même celui de Mahmoud Abbas.

Et même à leur allié le plus important dans la région, la Turquie, les dirigeants israéliens ont réussi à causer des

problèmes ! C'est comme s'ils voulaient dire, « *Qu'avons-nous à faire de nos ennemis, qu'avons-nous à faire de nos amis, nous ferons comme nous le souhaitons et si vous nous cherchez, rappelez-vous Gaza et ce que nous sommes capables de faire quand nous décidons d'outrepasser toutes les règles !* ». Il ne faut se tromper : il s'agit là d'une politique insensée qui va attirer la catastrophe sur Israël, et dans un avenir pas si lointain. Quand un pays part sur l'hypothèse que le monde est de toute façon contre lui et qu'il ne peut compter que sur sa force militaire, quand il n'y a aucune opposition israélienne pour crier « *Arrêtez immédiatement, vous nous mettez en guerre contre le monde entier, vous nous isolez dans l'opinion publique internationale comme dans la communauté des nations, et vous fermez la porte à toute possibilité d'existence pacifique dans la région.* », alors le compte à rebours a commencé.

Une véritable folie, la folie du pouvoir s'est emparée de la société israélienne tout entière, et non seulement du duo Lieberman/Netanyahu sur lequel il est trop facile de projeter nos craintes. Si les gens l'ignorent, nous devons leur suggérer de lire sur le sort des Empires qui se sont crus capables de gouverner le monde entier, d'instaurer un règne de mille ans, d'implanter des colonies sur trois continents. Qui se souvient de l'Empire français en Afrique, à part les descendants de ses victimes ? Qui se souvient de l'Empire britannique dans l'Asie du sud ? De l'Indochine française ?

Se moquer de la Turquie, dénigrer le chef des Renseignements égyptiens, mettre en colère l'émissaire américain pour une cargaison de pâtes alimentaires (oui, même ça) pour Gaza, sont les signes d'une perte structurelle des sens à laquelle les trois grands partis d'Israël collaborent (si le Parti travailliste peut encore être appelé grand parti), outre l'élite israélienne tout entière et une grande majorité des électeurs.

Le consensus national général israélien qui règne en dépit d'une position mondiale presque unanime est un problème terrifiant, et le millier de dirigeants qui ont exprimé leur émotion et leur horreur devant les crimes israéliens dans Gaza ne cesse de parler d'un « autre Israël », comme il existait lors de la guerre du Liban en 1982 et la première Intifada [1987].

Mais s'il y a effectivement d'autres Israéliens, il n'y a malheureusement pas d'autre Israël au-delà de cet Etat de criminels de guerre, et de la société qui leur a apporté son soutien.

Michel Warschawski

6 mai 2009

Sources [Info-Palestine](#)

<http://palestine.over-blog.net/article-31102035.html>

2-3 Faut-il avoir peur de ce nouvel état voyou ?

Devant cette flaque de boue sur la mémoire des juifs martyrs innocents, une nouvelle forme de fascisme vient de naître. En effet, toutes critiques : sur Israël, le sionisme, toutes comparaisons du génocide juif avec d'autres génocides (palestinien...) se voient immédiatement coller une étiquette d'antisémite, grâce à des organisations juives sophistiquées (CRIF, UEJF...) groupe de pression : l'Anti-Defamation League (ADL) qui diffame, espionne, réduisent au silence les gens qui critiquent Israël, qu'ils soient d'honnêtes gens, juifs antisionistes, soldats israéliens révélant les atrocités, artistes, sociologue, guide de musée

Actuellement, le gouvernement israélien continue son occupation et sa conquête du Moyen Orient. Faut-il avoir peur de ce nouvel état voyou ? D'après Martin Van Creveld (historien militaire israélien), Israël aurait la capacité de détruire la plupart des capitales européennes avec ses armes nucléaires... Cool ! Au niveau de l'antisémitisme, l'histoire nous enseigne que ce sentiment complexe existait déjà en Europe bien avant le Nazisme...

Et qu'il s'agit en vérité d'une création purement occidentale servant à noyer tous débats sur le cœur du Sionisme après la deuxième guerre mondiale. Mise au point : Adolf Hitler n'était pas un accident, car celui-ci aurait reçu le soutien et le financement de banque, d'entreprise américaine... Ensuite, observons ses deux mots : Shoah et Holocauste (sacrifice religieux). On remarque que le deuxième semble sacrifier le martyr et la souffrance du " peuple élu ". Le problème de ce genre d'hyperbole, c'est que cette Hyper-victimisation, le Mythe de la persécution-culpabilisation, de la terre promise... donne une parfaite excuse, prétexte, raison... à la colonisation de la Palestine, tout en dressant un Mur éclipseant tous les massacres (Opération Plomb Durci, Deir Yassin...) et autres génocides de l'histoire (Tzigane, Traite des Noirs...) comme s'ils ne furent soudain que des détails, en comparaison avec LA SHOAH et L' HOLOCAUSTE !

Un certain Norman G. Finkelstein, évoquera même l'idée poignante et symbolique que les victimes du Nazisme deviennent aujourd'hui les bourreaux Nazi. Devant cette flaque de boue sur la mémoire des juifs martyrs innocents, une nouvelle forme de fascisme vient de naître. En effet, toutes critiques : sur Israël, le sionisme, toutes comparaisons du génocide juif avec d'autres génocides (palestinien...) se voient immédiatement coller une étiquette d'antisémite, grâce à des organisations juives sophistiquées (CRIF, UEJF...) groupe de pression : l'Anti-Defamation League (ADL) qui diffame, espionne, réduisent au silence les gens qui critiquent Israël, qu'ils soient d'honnêtes gens, juifs antisionistes, soldats israéliens révélant les atrocités, artistes, sociologue, guide de musée...

Pour bientôt, aux états unis, une loi issue de lobby américain pro-israélien (AIPAC), permettra même de Criminaliser toutes ces critiques, qui seront illégales.

Ainsi, il sera interdit de parler de l'influence du lobby israélien à la Maison Blanche

dans les médias (ex le président de CBS News, Leslie Moonves est un petit-neveu de David Ben Gourion), dans la politique étrangère, et même d'émettre des doutes sur l'Holocauste... En France, le magazine l'Express ose même établir un rapprochement entre les opposants à la version officielle du 11 septembre 2001 et les négationnistes de l'holocauste, les antisémites et autres négationnistes... et Bla Bla Bla... Serait ce les prémisses de la fin de la liberté d'expression (dont la liberté d'enquêter) ? Avec une police de la pensée, un endoctrinement avec une propagande américano-sioniste martelant toujours les mêmes Mantras ? En tous cas, aller dire cela aux centaines de journalistes qui s'envolent pour Israël, qui pour faire leur boulot, ont l'obligation de faire allégeance au négationnisme historique de la Palestine et du peuple palestinien, sous peine d'expulsion. Heureusement, beaucoup de gens courageux osent faire le parallèle entre le Mur du ghetto Palestinien avec le mur du ghetto de Varsovie durant l'occupation nazie, car il y a du travail à faire... Au niveau ethnique, officiellement, les Juifs seraient les descendants des Hébreux des temps bibliques qui, malgré leur dispersion géographique, ont gardé des " liens du sang "... D'autres historiens israéliens (ex Slomo Sand) pensent plutôt que les Palestiniens seraient les vrais descendants des Hébreux de l'Antiquité, convertis à l'islam à partir du VIII^e siècle. On pourrait aussi parler de la Démocratie Israélienne, Oh lumière du Moyen Orient... ou dans les villes comme Carmiel, Nazareth-Ilith, Hatzor, Arad, Mitzpeh-Ramon... une loi interdit aux non-Juifs d'y habiter. De même, dans cette " Démocratie ", le mot " Judaïser " signifie confisquer par la force les terres de non-Juifs afin de donner à la région un " caractère plus juif ". Avec le mythe selon lequel la terre est « sauvée » quand elle passe des mains des " non juifs " aux mains " juives ". En dernier lieu, existe-il aujourd'hui une guerre inter-juif, provoquée volontairement ou non ? En tous cas, il existe beaucoup d'Israéliens sympathisant de la cause palestinienne (l'organisation antisioniste Neturei Karta, UJFP...) qui pensent de plus en plus que le gouvernement israélien a un magnifique talent de constructeur du passé, d'aménagement de territoire, de corruption et pour une politique étrangère belliqueuse et fasciste (ex guerre au Liban...). Ainsi, le parti " Israel Beitenu ", solidifié à sa base avec des immigrants russes des années 90, nous présente : Avigdor Lieberman, nouveau empereur Néron mégalomane, qui avait suggéré de " noyer " les prisonniers palestiniens en 2002. Celui-ci prône le transfert (?), l'expulsion de tous les citoyens Arabes d'Israël. De plus, celui-ci menace de détruire le barrage d'Assouan en Égypte. D'autre, comme Rehavam Ze'evi, Général Effi Eytan... proposaient même le nettoyage ethnique. Franchement, n'est-il pas urgent que les vraies forces démocratiques d'Israël se réveillent pour dénoncer toutes les dérives fascistes d'un sionisme anti-judaïsme ? Ou faut-il attendre de nouvelles tragédies potentielles en Iran, Syrie, Moyen Orient, en Occident etc... vers une troisième guerre mondiale, à cause d'un conflit israélo-palestinien pré-fabriqués sans solution ? Et se dire : tiens on n'a pas vu venir la chose...

<http://potentiel670.skyrock.com/>

12 Mai 2009

http://www.alterinfo.net/UN-NOUVEL-ETAT-VOYOU-ISRAEL_a32357.html

2-4 T. Hocine. : Un réel risque d'explosion.

Habituellement très réservé et aux propos très mesurés que le souverain jordanien a décidé, cette fois, de rompre avec cette habitude et d'asséner ce qui pour lui tient lieu de vérité. De vérité partagée puisque la situation au Proche-Orient inquiète au plus haut point.

Et le message que le souverain a adressé, en priorité au monde occidental, est dénué d'ambiguïté. Ce sera la guerre, dit-il, si rien n'est fait pour régler le dossier palestinien, et toutes les questions liées à l'occupation israélienne. Il fixe même un délai au-delà duquel la situation actuelle pourrait basculer. Le roi Abdallah II a averti, hier, dans une interview au quotidien britannique The Times, que le monde pourrait être « aspiré dans un autre conflit » au Proche-Orient d'ici 12 à 18 mois en cas de nouveau report des pourparlers de paix. Le roi a souligné qu'il était crucial qu'un signal clair sorte des discussions prévues à Washington, fin mai, entre le président américain Barack Obama et le nouveau Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Si nous reportons nos négociations de paix, il y aura alors un nouveau conflit entre les Arabes ou les musulmans et Israël dans les 12 à 18 prochains mois », a mis en garde le souverain, qui, visiblement accorde peu d'importance à l'activisme du Premier ministre israélien qui rencontrait, hier, le chef de l'Etat égyptien. Pour lui, il faut aller à l'essentiel, d'autant que le président américain s'est clairement prononcé en faveur de la création d'un Etat palestinien indépendant, mettant fin aux supputations répandues par des personnalités américaines en vue, comme celles de l'ancien ambassadeur, John Bolton, en faveur d'une solution à un Etat, niant de ce fait les droits nationaux du peuple palestinien. Une telle déclaration est faite alors que M. Barack Obama pourrait présenter les grandes lignes d'un plan de paix pour le Proche-Orient lors d'un discours-clé à l'adresse du monde musulman au Caire en juin prochain. Le plan de paix américain implique 57 Etats et pourrait comprendre une reconnaissance d'Israël par les pays arabes et musulmans, selon le roi Abdallah. « Tous les yeux seront braqués vers Washington », a-t-il déclaré. « S'il n'y a pas de signaux et de directives clairs pour chacun d'entre nous, il y aura le sentiment qu'il s'agit juste d'un autre gouvernement américain qui va nous laisser tomber ».

Si « la décision (issue des discussions Obama-Netanyahu) est que ce n'est pas le bon moment (pour de nouvelles négociations) (...) alors le monde risque d'être aspiré vers un autre conflit au Proche-Orient », a-t-il averti. Avec une solution impliquant 57 Etats, « nous offrons à un tiers (des pays) du monde de les accueillir en ouvrant les bras », a relevé le monarque. « L'avenir n'est pas le Jourdain ou le plateau du Golan ou le Sinaï, l'avenir c'est le Maroc dans l'Atlantique, ou l'Indonésie dans le Pacifique. C'est cela la récompense », a-t-il souligné. Abdallah II, qui devait se rendre hier à Damas, a souligné que la Syrie, dénoncée par les Etats-Unis comme un pays soutenant le terrorisme, pourrait faire son retour dans le concert des nations à cette occasion. Le

roi de Jordanie qui a décrit sa plus récente rencontre avec M. Netanyahu, il y a une dizaine d'années, comme « la moins agréable » de son règne, a jugé que l'atmosphère dans la région était difficile. Mais « nous devons faire avec ce dans quoi nous sommes embourbés », a-t-il souligné. Justement, Netanyahu bouge, c'est le moins que l'on puisse dire, mais rien de plus. Il tente à sa manière de torpiller le rendez-vous américain. Il en avait donné la preuve lors de sa première élection comme premier ministre en 1996. L'homme n'a pas changé, comme la société qui a voté pour lui.

T. Hocine.

11 mai El Watan (Algérie)

<http://www.elwatan.com/Un-reel-risque-d-explosion>

2-5 Alan Sabrosky : La Couillonnade à deux Etats.

Voici que le monde, une fois encore, est gratifié d'une énième tournée de cette forfaiture appelée « processus de paix » israélo-palestinien...

Les « suspects habituels » prennent la pose, des annonces sont faites, des discours sont prononcés, des indices et des rumeurs autour d'un soi-disant « durcissement » de l'approche américaine d'Israël font l'objet de fuites volontaires en direction de la presse. Nous sommes supposés penser que quelque chose de différent va arriver et que, comme le dit un vieux chant folklorique américain, « Les temps, y sont en train d'changer » [The times, they are a-changin']. Absurde. Tout ce cinéma me rappelle ce que l'armée soviétique, dans le temps, appelait une maskirovska, c'est-à-dire une sorte de mascarade stratégique complexe et bodybuildée, dans laquelle des acteurs très bien entraînés jouaient leur script devant un public absolument pas dupe et totalement impliqué, dont faisaient partie le chef du Service National de Sécurité américain et ses mémorandums « fuités ». Sans doute quelques noms d'oiseau ont-ils

été dits en présence de Netanyahu (ou d'autres Premiers ministres israéliens), qu'il a pu saisir par inadvertance. Mais il y a déjà eu des précédents...

L'ex-président Reagan était très pro-israélien, mais il avait été tellement ulcéré par l'invasion du Liban, en 1982, qu'il aurait (dit-on) hurlé sur le Premier ministre israélien de l'époque, Begin, et qu'il a déployé des Marines, avec un soutien naval, afin de bloquer l'avance des Israéliens autour de Beyrouth. Sans nous appesantir ici sur la manière dont l'intervention israélienne s'est conclue, rappelons qu'il y a eu des occasions où des Marines américains et des militaires israéliens ont été au bord d'échanges de tirs à volonté, et plusieurs officiers de la Marine américaine, qui étaient présents là-bas, m'ont assuré qu'ils étaient totalement préparés à en découdre avec « Tsalah » si on le leur avait demandé, et que la Sixième Flotte avait des ordres permanents de se rendre sur le terrain des opérations au cas où cela se serait produit - vieux rappel de 1967, où elle avait dû rester les bras croisés face à une attaque aérienne israélienne délibérée contre la vedette USS Liberty, qui avait abouti à plus de deux-cents marins et Marines américains blessés ou tués.

Aujourd'hui, cela serait totalement impossible, bien entendu, car, sinon, l'US Navy et le Corps des Marines auraient effectué une percée à travers le blocus israélien contre Gaza, et ils auraient mis rapidement un terme à l'agression israélienne d'il y a quelques mois. Mais ils ne l'ont pas fait, et le Président Obama ne les auraient pas envoyés mater Israël non plus, d'ailleurs - la plupart du reste du monde [c'est-à-dire : le monde - (Israël + les Etats-Unis), ndt] a été horrifié par la brutale agression israélienne, qui a tué plus de 1 400 Palestiniens et blessé plusieurs milliers d'entre eux, en majorité des femmes et des enfants, mais Obama se contente de parler de l'engagement immortel de l'Amérique à défendre « notre allié sûr, Israël », tandis que le Congrès des Etats-Unis déclame son soutien au « pauvre, courageux petit Israël » (authentique !) et continue à voter des aides de plusieurs

milliards de dollars en faveur de ce pays. Ce qui va se passer ? Je vais vous le dire : il va y avoir des histoires, qui vont filtrer, n'en doutons pas, au sujet de conversations « amicales et franches » entre Obama & Netanyahu, après quoi, après avoir grommelé juste le temps nécessaire, Netanyahu va accepter à son corps défendant des négociations conduisant à une solution à deux Etats, il sera alors censé en tant qu'« homme de paix » (exactement comme Sharon ; vous voyez le genre ?). Ensuite, on laissera cette marmite mijoter et mijoter et mijoter, jusqu'à ce que tant Obama que Netanyahu aillent se mettre au vert.

Notons que, par ailleurs, ladite solution à deux Etats est un cadavre flottant entre deux eaux, et qu'étant donné ce qu'est l'attitude d'Israël, elle l'a vraisemblablement toujours été, depuis l'origine. Pour être viable, trois conditions devraient impérativement être réunies. Primo : toutes les colonies israéliennes devraient avoir été démantelées en Cisjordanie, et les réfugiés palestiniens devraient avoir été autorisés à retourner chez eux, sans interférence israélienne. Cela n'est pas demain la veille. Secundo : un Etat palestinien viable aurait dû être suffisamment armé afin d'obliger Israël à y réfléchir à dix fois avant de procéder à une frappe militaire comme celle qu'il a lancée contre Gaza, où que ce soit. Et enfin, tertio : un Etat palestinien viable devrait avoir d'autres pays qui lui servent de garant militaire, en cas d'agression contre lui.

Regarder plus loin que le zombie politique des deux Zétats requiert de vous que vous observiez les acteurs clés. Mis à part leur appauvrissement, leur séparation géographique et leur vulnérabilité, les seules cartes dont les Palestiniens disposent sont une volonté de persévérer et une égale volonté de mourir. L'Autorité palestinienne mort-née est à ce point inutile, et ses hauts dirigeants - qu'il s'agisse d'Arafat ou d'Abbas - ont été à ce point désastreux, que je n'arrive pas à trancher la question de savoir si elle et ils sont des créatures du Mossad, ou si elle et ils ont seulement été tolérés afin de s'assurer que rien de positif ne puisse jamais advenir.

Pour les Palestiniens, le Hamas est bien préférable, à l'évidence : c'est la raison pour laquelle il a remporté les élections, voici de cela quelques années, et c'est pour cette raison, surtout, que les lobbies israéliens, aux Etats-Unis et ailleurs, ont fait de sa présence à des négociations quelque chose de rien moins qu'impensable. Israël est en lui-même un cas d'école fascinant illustrant le fait qu'un peuple acquiert bien souvent les pires habitudes de ses oppresseurs. En effet, l'attitude dominante dans la société israélienne voit les Arabes (de manière générale) et les Palestiniens (en particulier) exactement de la même manière dont leurs oppresseurs, il y a soixante-quatre ans encore, considéraient les juifs.

Du point de vue israélien, il n'y a qu'une seule couille dans le potage, qui est aussi, d'ailleurs, la seule chose dont quiconque voudrait trancher ce noeud gordien pourrait se servir, à savoir l'opinion publique américaine.

Aujourd'hui, une large majorité d'Américains soutiennent Israël, car ils ont été nourris depuis des dizaines d'années avec un régime constant de « victimisation » d'Israël face à la « barbarie » arabe. Mais ce soutien, comme nous disons, nous autres les Américains, a « une largeur d'un kilomètre et une épaisseur d'un centimètre », et l'Aipac & Cie le savent très bien, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils s'attèlent avec une telle énergie à filtrer ce que la plupart des Américains voient, entendent et lisent sur la question du Moyen-Orient. Mais ce filtre commence à s'effiloche, et cela se traduit par des critiques croissantes à l'égard d'Israël et du soutien que lui apportent les Etats-Unis. Crevez ce filtre israélien, faites en sorte que l'on parle, dans les foyers américains, d'événements historiques tels que l'assaut aérien israélien contre l'USS Liberty et l'assassinat par l'armée israélienne d'une jeune femme américaine, Rachel Corrie, faites-y pénétrer des images de Gaza ravagée par les bombes, et vous verrez que le monde commencera à changer - oui, le monde changera, car il le peut [Yes, it can !]

Nous disposons d'ores et déjà des moyens technologiques permettant ce changement.

[* Alan Sabrosky (Ph D, Université du Michigan) est vétéran du Corps des Marines des Etats-Unis. Il est diplômé de l'US Army War College. Il est joignable à son adresse mél : docbrosk@comcast.net].

Alan Sabrosky *

on Khaleejtimes.com, 10 mai 2009

http://www.khaleejtimes.com/DisplayArticle.asp?xfile=data/opinion/2009/May/opinion_May48.xml§ion=opinion

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

<http://palestine.over-blog.net/article-31338009.html>

2-6 Territoires palestiniens : Intensification de la colonisation israélienne.

L'ONU a appelé, vendredi, Israël à geler les ordres de destruction de maisons de Palestiniens à El Qods-est, affirmant que quelque 60 000 Palestiniens étaient menacés de perdre leur logement si toutes les constructions non autorisées devaient être rasées.

L'Office de l'ONU pour la coordination des activités humanitaires (OCHA) a affirmé dans un rapport qu'« au moins 28% des maisons palestiniennes à El Qods-est ont été construites sans les permis nécessaires », la municipalité israélienne de la ville n'accordant ces permis qu'au compte-gouttes aux résidents arabes dans la partie occupée et annexée d'El Qods. « En conséquence, au moins 60 000 Palestiniens sur les 225 000 qui habitent à El Qods-est risquent de voir leur habitation détruite par les autorités israéliennes », a ajouté l'OCHA. Selon le rapport, 1500 ordres de démolition ont à ce jour été émis à El Qods-est. « S'ils devaient être appliqués, cela déplacera près de 9000 personnes, dont environ un moitié d'enfants. » L'OCHA affirme que seulement 13% de la superficie d'El Qods-est, occupée par Israël en 1967 avant d'être annexée, étaient réservés par les autorités israéliennes à la construction palestinienne, « alors qu'un tiers d'El Qods-est annexée a été confisqué au profit de projets de colonisation où habitent plus de 195 000 colons israéliens ».

Quelque 2000 constructions palestiniennes ont été détruites à El Qods-est depuis 1967, dont plus de 670 entre 2000 et 2008, selon le bureau des Nations unies. La politique israélienne en matière de construction dans la ville « engendre un déficit de 1100 logements par an dans les communautés palestiniennes d'El Qods-est », a affirmé l'OCHA. « Les événements récents montrent que la municipalité d'El Qods va maintenir et peut-être accélérer sa politique de démolition de maisons à El Qods-est », a ajouté le rapport. Dans ce contexte, l'OCHA « recommande aux autorités israéliennes de geler les ordres de destruction en attente d'application » et de mettre en œuvre « une planification urbaine adéquate pour remédier à la crise du logement à El Qods-est dans le cadre de leurs obligations en tant que puissance occupante ». Rien que ces dernières semaines, la municipalité israélienne d'El Qods a émis des dizaines d'ordres de démolition de maisons construites sans permis dans des quartiers palestiniens de la ville, suscitant une levée de boucliers de la population palestinienne et des critiques de la communauté internationale.

Lieberman, une « menace » pour Israël

Le nouveau ministre israélien des Affaires étrangères, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman, est « une menace évidente pour la démocratie israélienne », affirme l'ancien président du Parlement israélien, Avraham Burg. « Lieberman est raciste et xénophobe », a ajouté M. Burg, également ex-président de l'Agence juive, organisme para-gouvernemental chargé de l'immigration en Israël, dans un entretien au journal espagnol El Mundo. Il est « une simple illusion électorale ».

Le problème n'est pas le personnage, mais l'énorme soutien populaire qu'il a obtenu lors des élections », a poursuivi M. Burg, juif religieux et ex-militant du mouvement anti-colonisation La paix Maintenant, aujourd'hui homme d'affaires. M. Lieberman, chef du parti d'extrême droite Israël Beiteinou, a provoqué, dès son entrée en

fonction début avril, des remous en Israël et à l'étranger en adoptant des positions dures vis-à-vis des Palestiniens et des Syriens. Selon lui, il existe par ailleurs un risque « potentiel de conflit grave et sanguinaire entre juifs ». En outre, si Israël « sait comment réagir en temps de guerres, tragédies ou persécutions », le pays « se retrouve perdu face à la paix et à la tranquillité », selon M. Burg qui préconise de « changer l'ADN des juifs, qui a toujours été "le monde est contre nous" et devrait être "nous, avec le monde, d'égal à égal" ». En juin 2007, M. Burg avait affirmé à l'occasion de la publication de son livre *Vaincre Hitler* qu'Israël était « un ghetto sioniste » porteur de sa propre fin, parce qu'il se définissant comme Etat juif.

3 mai 2009

El Watan (Algérie)

<http://www.elwatan.com/Intensification-de-la-colonisation,124567>

2-7 Rami G. Khouri : Baisse d'audience d'Israël aux Etats-Unis ?

L'un des changements les plus importants, peut-être même historique, qui se déroule aux Etats-Unis ces jours-ci, est l'érosion lente mais régulière du tabou, jusqu'à présent absolu, d'évoquer l'influence excessive du lobby pro-Israélien. Certes les forces et les médias pro-Israéliens peuvent toujours détruire la carrière d'un politicien* mais le goulot d'étranglement se desserre lentement.

J'en fus témoin lors d'un second Symposium sur Gaza organisé par les deux plus prestigieuses universités, Harvard et le *Massachusetts Institute of Technology (MIT)*. De nombreux participants ont critiqué Israël et soutenu les droits des Palestiniens, soulignant l'importance de la « résistance » des Palestiniens de Gaza pour ne pas être rayé de l'histoire et de leur terre par la force de la violence des colons Israéliens. Irene Grendzier, de l'Université de Boston, a suggéré que les deux phénomènes qui caractérisent les événements au Moyen-Orient récemment sont le problème des armes de destruction massive mais aussi *le problème de la tromperie de masse* aux Etats-Unis.

La tromperie délibérée du peuple américain sur ce qui se passe en réalité sur le terrain en Israël et en Palestine est l'une des raisons pour laquelle le gouvernement et le public US adoptent un « *silence total* » sur la dernière agression Israélienne sur Gaza qu'il continue d'asphyxier. « *Cependant, ajoute-t-elle, la tromperie se dissipe doucement, ... car il existe d'autres sources d'information à la disposition du public ...* ».

Karma Nabulsi, de l'Université d'Oxford, affirme que l'un des objectifs persistant de la politique américano-Israélienne est de priver les Palestiniens du droit à assurer leur propre défense face à l'occupation et à l'agression.

Pour George Bisharat, de l'Université de Californie, Israël « *brutalise le droit international* ». Il cherche à marginaliser la pertinence du droit humanitaire qui régit les responsabilités d'une puissance occupante pour définir ses agressions de civils palestiniens selon les règles des conflits armés: il peut tuer qui il veut s'il considère les Palestiniens comme des combattants ennemis. Israël essaie de convaincre le monde qu'il n'occupe plus Gaza alors qu'il en contrôle, à distance, les frontières, l'eau, les espaces aérien et maritime, et se réserve le droit d'attaquer et de pénétrer dans Gaza à tout moment, ce qui, en droit international, s'apparente à une occupation définie comme « *un contrôle effectif* ».

S'il est vrai que tout cela n'est pas nouveau, il n'en reste pas moins que le fait que ces discussions se fassent en public est une ouverture, certes pas décisive, à moins qu'elle n'atteigne le Congrès et la Maison Blanche.

*C.W.Freeman avait été choisi par Dennis Blair, directeur des services secrets US pour être président du *Conseil National de l'Intelligence (NIC)*. Le lobby pro-Israélien, en la personne de Steve Rosen, président de l'AIPAC a déclenché une campagne contre Freeman en raison de ses critiques virulentes contre Israël dont il disait « *la brutale oppression des Palestiniens par Israël ne montre aucun signe de faiblir* ». Freeman a dû renoncer à son poste.

Rami G. Khouri,

Daily (*Star* - 1/4/09)

www.alternet.org/module/printversion/131715

2-8 Bradley Burston : Michaël Oren, ambassadeur – ou, ainsi finit l'occupation...

[C'est un paradoxe, plutôt que l'absurde brièvement évoqué des nouvelles d'Etgar Keret (dont une adaptation passe en ce moment-même dans les salles) que vient ici souligner Bradley Burston, à l'occasion de la nomination au poste d'ambassadeur à Washington de l'historien "unilatéraliste" Michaël Oren : un retrait unilatéral de la Rive occidentale du Jourdain servirait les intérêts d'Israël, mieux, il renforcerait l'État juif. Second paradoxe entre les lignes de Burston, cette nomination pourrait marquer un pas en direction du retrait de la part de l'actuel gouvernement Netanyahu, ministre des Affaires Étrangères inclus.]

Je lisais des nouvelles d'Etgar Keret, un recueil de gentilles hallucinations, quand l'information m'est parvenue. Je repris aussitôt pied dans la réalité.

L'actuel ministre des Affaires Étrangères, Avigdor Lieberman (lequel ne saurait être lui-même qu'une invention d'Etgar Keret), avait approuvé la nomination de Michaël Oren au poste d'ambassadeur d'Israël à Washington. Michaël Oren est un historien singulier, envoûtant. Ses travaux, qui font autorité, sur la guerre de 1967 et sur la politique américaine au Moyen-Orient, sont restés insurpassés.

Plaidant la cause d'Israël sur les télévisions étrangères, il se montre convaincant, fiable et disert. L'originalité de sa pensée égale la fougue qu'il met à débattre.

C'est pourquoi la plus fréquemment citée de ses récentes prises de position mérite d'être relue avec attention. "Il se peut que je sois le dernier des unilatéralistes militants", est-il réputé avoir dit en conclusion d'un discours à l'université de Georgetown, en mars dernier.

"La seule chose qui puisse sauver Israël en tant qu'État juif est de retirer unilatéralement nos implantations de Cisjordanie", et d'attendre l'émergence d'un nouveau leadership palestinien.

Les années ayant passé, nous pourrions en venir à la conclusion que la prise de position d'Oren en faveur d'un retrait unilatéral tenait plus de la prophétie que du plaidoyer.

Dans une région où les seules solutions opérantes ont quelque chose de blessant et, au final, de décevant pour chacune des parties impliquées, le retrait unilatéral a au moins cela pour lui que nul n'en veut.

Il va de soi que cette affirmation a suscité, en Israël, les critiques de la droite comme de la gauche. Les jets de Qassams qui ont suivi le retrait unilatéral de Gaza furent suffisants pour rallier une majorité d'Israéliens aux tenants de la ligne dure et exclure tout retrait parallèle de Cisjordanie. De fervents partisans de la paix, cependant, ont souvent donné les Qassams pour preuve de ce qu'un éventuel retrait israélien ne saurait s'opérer que dans le cadre exclusif d'un accord de paix avec l'Autorité palestinienne.

L'unilatéralisme dessert également les intérêts de l'administration Obama, de l'Autorité palestinienne, et même ceux des islamistes radicaux – les deux premiers en éludant la question des deux États ; les derniers parce que cela pourrait bien, en fait, renforcer paradoxalement l'État juif.

"J'ai une idéologie, je suis sioniste, écrivait en citant Oren l'influent *New York Jewish Week* la semaine passée, je crois en l'existence d'un État juif indépendant, souverain, fort et sûr. Un État étroitement allié aux États-Unis."

Le fait demeure que même si le retrait de la bande de Gaza – couplé aux fortes pressions de l'administration Bush en faveur d'élections à Gaza – a mis le Hamas au pouvoir, il n'y a eu aucun appel sérieux en Israël, fût-ce de la part des tenants de la ligne dure, à revenir occuper la Bande à titre permanent.

Il était juste de quitter Gaza. Nous avons eu tort de rudoyer les colons et de négliger leurs besoins ; nous avons eu tort d'abandonner sur la frontière des Israéliens soumis à des jets de roquettes ; nous avons eu tort de ne pas les contrer par d'intenses répliques militaires ciblées ; nous avons eu tort de ne pas faire suivre ces attaques de roquettes par une offensive diplomatique massive à l'échelle mondiale et une force d'observation internationale ; nous avons eu tort de ne pas aider les Gazaouis en contribuant à promouvoir l'emploi et en engageant l'Arabie Saoudite et d'autres à investir, à développer l'éducation, veiller à la santé publique et créer des emplois ; nous avons eu tort de laisser l'administration Bush exercer des pressions en faveur de malencontreuses élections – mais nous avons eu raison de partir.

Au bout du compte, peut-être n'y a-t-il aucun autre moyen de quitter la rive occidentale du Jourdain qu'en prenant nous-même la décision de partir.

Il était juste d'en finir avec l'occupation de la bande de Gaza qui sapait, blessait, affaiblissait et corrompait Israël. Et le moment venu, comme Michaël Oren a été assez sage et assez courageux pour le suggérer, nous aurons raison d'aider les colons à quitter de même la Cisjordanie.

www.haaretz.com/hasen/spages/1082944.html

(trad. Tal pour La Paix Maintenant)

2-9 Lieberman : Fer de lance de la politique israélienne d'enfermement et d'écrasement du peuple palestinien.

Mardi 5 mai 2009 dans le cadre d'une tournée européenne Avigdor Lieberman, étrange ministre des non moins étranges affaires étrangères israéliennes viendra à Paris rencontrer son homologue français Bernard Kouchner. Comment peut-on accepter la venue d'un tel personnage, trois mois après le carnage et les destructions à Gaza, qui est toujours soumis au blocus israélien alors que la colonisation se poursuit allègrement en Cisjordanie (destructions de maisons à Jérusalem, construction massive de logements dans les colonies, intensification de la répression sanglante des manifestations contre le mur de l'apartheid) et que les discriminations s'intensifient contre les Palestiniens d'Israël (menace de licenciement des cheminots arabes) ?

Rappelons quelques unes des propositions de Lieberman :

- . Bombarder le barrage d'Assouan
- . Utiliser l'arme nucléaire sur Téhéran et sur Gaza
- . Expulser tous les Palestiniens d'Israël qui refuseraient de prêter un serment de loyauté à l'Etat juif, noyer les prisonniers politiques palestiniens dans la Mer morte
- . Exécuter les députés palestiniens à la Knesset qui ont des contacts avec le Hamas ou qui ont commémoré l'expulsion de 1948,
- . « Echanger » la Galilée contre les implantations en Cisjordanie pour faire un Israël « ethniquement pur ».

Mais Lieberman, n'est pas un élément isolé, c'est bien comme fer de lance de la politique israélienne d'enfermement et d'écrasement du peuple palestinien que doit être comprise sa récente nomination.

Car en choisissant cet individu pour représenter Israël, le gouvernement Netanyahu a voulu dire clairement, qu'il ne voulait rien lâcher, qu'il ne voulait ni d'un Etat palestinien, ni de l'évacuation des colonies, ni même s'engager dans aucun « processus de paix », ni remettre en cause les discriminations intérieures.

Le Gouvernement Netanyahu tient ainsi à faire savoir au monde entier qu'il veut conserver un Etat raciste (un Etat pour les Juifs du monde entier, qui fait de ses habitants palestiniens des citoyens de seconde zone), un Etat colonial qui dépossède le peuple palestinien de sa terre, un Etat d'apartheid qui enferme et isole les Palestiniens de Cisjordanie dans une multitude de bantoustans.

En faisant recevoir ce fasciste par son ministre des affaires étrangères, Sarkozy passe les bornes de l'indécence ! On se souvient pourtant que l'Europe avait réagi un tant soit peu quand l'extrême droite autrichienne était entrée au gouvernement de Vienne. Mais les déclarations d'Haider étaient angéliques à côté de celles de Lieberman. Comme à l'occasion du vote du Conseil européen pour le rehaussement des relations entre Israël et l'Union Européenne, recevoir Lieberman, c'est à nouveau donner à Netanyahu un feu vert pour sa politique criminelle, c'est aussi accroître le risque d'une attaque israélienne « préventive » contre l'Iran, aux conséquences incalculables.

Plus d'impunité pour les criminels de guerre et pour ceux qui piétinent le droit international depuis trop longtemps !

L'UJFP participera partout où elle le pourra aux rassemblements unitaires pour dénoncer le scandale de cette réception, et en particulier à Paris mardi 5 mai à 18h au quai d'Orsay

Bureau National de l'Union Juive Française pour la Paix,

[UJFP](#)

le 04 Mai 2009

<http://www.aloufok.net/spip.php?article475>

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Robert Fisk : Les civils paient les guerres au prix fort.

Bien sûr, il y aura une enquête. Et en attendant, on nous dira que tous les civils afghans tués avaient été utilisés comme « boucliers humains » par les Talibans, et nous dirons que nous « regrettons profondément » que des vies innocentes aient été perdues. Mais nous dirons que c'est totalement la faute des terroristes et non pas de nos héroïques pilotes des forces spéciales de la marine US qui ont choisi leurs cibles dans les environs de Bala Baluk et Ganjabad.

Quand les Américains détruisent des maisons irakiennes, il y a une enquête. Et ô combien les Israéliens aiment les enquêtes (même si elles n'aboutissent à rien).

C'est l'histoire du Moyen-Orient moderne. Nous sommes toujours justes et quand nous ne le sommes pas, nous présentons (parfois) des excuses et nous blâmons tous les « terroristes ». Oui, nous savons que les coupeurs de gorge et décapiteurs et attaquants-suicides sont tout à fait prêts à tuer des innocents.

Mais ce qui est un révélateur de combien terrible a été le massacre d'Afghans, c'est lorsque le pauvre président Hamid Karzai a paru un modèle de bonté hier lorsqu'il a appelé à « un plus haut niveau de moralité » dans la façon de faire guerre, que nous devons mener comme « des êtres humains meilleurs ».

Et bien sûr, la raison est fort simple. Nous vivons et eux meurent. Nous ne risquons nos braves gars sur le terrain — mais cela ne vaut pas pour les civils. Cela ne vaut pour rien d'autre. Le phosphore en feu tombe sur Falloujah. Des obus de chars tombent dans Najaf. Nous savons que nous tuons des innocents.

Israël fait exactement la même chose. Il dit la même chose après que ses alliés aient massacré 1700 personnes dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila en 1982 et après [avoir massacré] plus d'un millier de civils au Liban en 2006 et après la mort de plus d'un millier de Palestiniens dans la bande de Gaza cette année.

Et si on tue des hommes armés par la même occasion — des « terroristes », bien sûr — c'est la même vieille histoire des « boucliers humains » et, finalement, c'est la tactique des « terroristes » qui est à blâmer. Nos tactiques militaire sont maintenant en parfaite harmonie avec celles Israël.

La réalité est que le droit international interdit aux armées des tirs sans discrimination dans les zones peuplées comme les bombardements sauvages sur les villages — même lorsque les forces ennemies y sont présentes — mais cela a été jeté par-dessus bord lors des bombardements de 1991 sur l'Iraq et la Bosnie, dans la guerre de l'OTAN en Serbie et dans l'aventure afghane en 2001 et en 2003 en Irak.

Qu'ils aient cette enquête. Et les « boucliers humains ». Et la terreur, la terreur, la terreur. Je remarque quelque chose d'autre. Innocent ou « terroristes », qu'ils soient civils ou des Taliban, ce sont toujours les Musulmans qui sont à blâmer.

Robert Fisk

The Independent

8 mai 2009

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6573

3-2 René Backmann : l'Union européenne a fait fuiter, vers la presse, un rapport dit "confidentiel", qui confirme point par point l'illégalité des exactions israéliennes ... mais.

En l'occurrence, l'Union européenne a fait fuiter, vers la presse, un rapport dit "confidentiel", qui confirme point par point l'illégalité des exactions israéliennes, notamment à Jérusalem.

Le rapport n'étant pas publié officiellement, cela permet à l'Union européenne de faire comme s'il n'existait pas, et par conséquent de continuer son soutien au massacre du peuple palestinien.

A propos d'Union européenne, et alors que les élections européennes approchent, on verra quels candidats prennent l'engagement, pour la campagne, de se prononcer publiquement pour l'application effective d'un boycott d'Israël, tant que cet État continuera ses agissements criminels.

Voici l'essentiel du rapport de l'Union européenne, dont rend compte René Backmann pour le Nouvel'Obs.

[Le rapport confidentiel de l'Union européenne sur Jérusalem-Est par René Backmann](#), [NouvelObs.com](#), 19.03.2009

Dans un rapport confidentiel daté du 15 décembre 2008, dont le Nouvel Observateur a obtenu une copie, l'Union européenne accuse le gouvernement israélien d'utiliser le développement de la colonisation, la construction du mur de séparation, la planification des voies de circulation, l'instauration du régime des permis de résidence et de déplacements imposés aux Palestiniens pour "poursuivre activement l'annexion illégale de Jérusalem-Est".

Dû à l'initiative du consul général du Royaume-Uni à Jérusalem, ce document de 20 pages, illustré de plusieurs cartes, est le fruit des contributions des consuls généraux des pays de l'Union Européenne à Jérusalem et des chefs de leurs bureaux à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne.

[L'intention de séparer Jérusalem-Est de la Cisjordanie](#)

Après avoir rappelé que la politique de l'Union européenne, face à la question de Jerusalem est fondée sur la Résolution 242 des Nations-Unies, c'est-à-dire sur le caractère "inadmissible de l'acquisition de territoires par la force", le document constate que "la construction de colonies à Jerusalem-Est et autour de Jerusalem-Est continue à un rythme rapide, contrairement aux obligations d'Israël, au regard de la légalité internationale et de la Feuille de route, réaffirmées à Annapolis". Sur un total de près de 470.000 colons dans les Territoires palestiniens occupés, poursuit le rapport, 190.000 (soit 40%) vivent dans Jerusalem-Est et 96.000 dans les colonies autour de Jérusalem, la majorité étant rassemblée dans de grands blocs de colonisation comme Givat Ze'ev, Etzion, et Ma'ale Adoumim". Le développement de la colonisation dans la vieille ville et autour de Jérusalem, la construction et le développement projeté des principaux blocs de colonisation existant, la mise en œuvre du plan "E-1" reliant Jerusalem à Ma'ale Adoumim "indiquent une intention de séparer l'ensemble de Jérusalem-Est et les blocs de colonies qui l'entourent de la Cisjordanie".

[La barrière de séparation, future frontière de l'État d'Israël ?](#)

Les infrastructures de transport, construites et projetées par Israël, comme la poursuite de la construction du mur de séparation contribuent également, selon le document, à saper les bases d'une future négociation. "86% du trajet de la barrière, y compris à Jerusalem-Est, constatent les auteurs du rapport, sont à l'intérieur de la ligne d'armistice de 1949 (la Ligne verte) en Cisjordanie. La barrière s'éloigne de la Ligne verte pour inclure 80 colonies, dont 12 à Jérusalem-est, où vivent 385.000 colons israéliens, du côté 'israélien' du mur". "Il n'est donc pas difficile de comprendre, poursuit le document, que nombre de Palestiniens redoutent de voir la barrière de séparation devenir la future frontière avec l'Etat d'Israël". Alors que, selon le rapport, 285.000 Palestiniens qui résident aujourd'hui entre le mur et la Ligne verte sont désormais coupés de la Cisjordanie, le franchissement des checks point et le régime des permis imposés aux Palestiniens a été durci. "Ces restrictions, écrivent les diplomates européens, soumettent la vie quotidienne des Palestiniens à des contraintes qui à leur tour, accroissent la frustration et nourrissent l'extrémisme".

[La politique israélienne des faits accomplis affaiblit le soutien au processus de paix](#)

Ajoutées à la colère provoquée par la politique israélienne de démolition des maisons palestiniennes à Jérusalem (400 depuis 2004), les mesures "discriminatoires" appliquées en matière de droit de résidence, la fermeture des principales institutions palestiniennes à Jérusalem, et les restrictions imposées par Israël à la liberté religieuse des Palestiniens chrétiens et musulmans relèvent, selon ce document d'une pratique des "faits accomplis sur le terrain" qui "sape la crédibilité de l'Autorité palestinienne et affaiblit le soutien populaire aux négociations de paix entre Israël et les Palestiniens".

Destiné en principe au département des relations extérieures de l'Union européenne, c'est-à-dire aux services de Javier Solana, ce rapport demeure, trois mois après sa transmission à Bruxelles, un "document de travail confidentiel" au statut incertain.

[Une "base de données" condamnée à la confidentialité](#)

Certains États membres, parmi lesquels la France, le Royaume-Uni et l'Espagne, ne seraient pas hostiles à lui donner davantage de visibilité, surtout après le voyage de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à Jérusalem, où elle a tenu aux dirigeants israéliens un discours au moins aussi critique, notamment sur la question de la colonisation et de la démolition des maisons à Jérusalem-Est.

Au Quai d'Orsay, les familiers du dossier confient qu'ils considèrent le document comme une "base de données" précieuse pour surveiller l'application de la Feuille de route, adoptée en 2003 par le "quartette" (Etats-Unis, Nations Unies, Union Européenne, Russie), et pour discuter à Bruxelles la politique de l'Union, sur le dossier israélo-palestinien, mais ils ajoutent que, faute de consensus, ce rapport est condamné à demeurer confidentiel. En 2005, déjà, un rapport rédigé par les mêmes, et avec la même tonalité globale avait été enfoui dans un tiroir, à la demande de plusieurs pays dont l'Italie, avec l'assentiment de Javier Solana.

En espérant qu'il y aura des candidats aux européennes capables de prendre leurs responsabilités qui proposeront des sanctions contre Israël pour indiquer notre désapprobation. Bien-sûr, je suis conscient de l'importance économique que représente ce marché, c'est d'ailleurs pour cela que l'Europe tient à rester dans les petits papiers israéliens. Mais ce que nous ne condamnons pas nous en rend complice.

Certains États membres, parmi lesquels la France, le Royaume-Uni et l'Espagne, ne seraient pas hostiles à lui donner davantage de visibilité, surtout après le voyage de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à

Jérusalem, où elle a tenu aux dirigeants israéliens un discours au moins aussi critique, notamment sur la question de la colonisation et de la démolition des maisons à Jérusalem-Est.

René Backmann

(Mercredi, 06 mai 2009 –

Aloufok avec les agences de presse)

<http://palestine.over-blog.net/article-31104551.html>

3-3 Le blocus israélien sème la mort dans la bande de Gaza.

« Je ne peux pas savoir quelle est la faute de cet enfant de neuf ans ?

Je le regarde mourir, cent fois par jour. Je ne peux pas connaître la raison poussant l'Egypte à refuser de le laisser traverser le point de passage de Rafah pour aller trouver le soin qu'il lui est nécessaire ? »

Ainsi a débuté ses propos Mme Zinate, mère de cinq enfants, donnés à l'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information (CPI).

Ensuite, elle a lancé un appel de détresse pour sauver son garçon Ossama, victime de cet injuste blocus imposé contre Gaza, victime de cette interdiction de voyage.

Avec un ton plein de tristesse, elle critique la fermeture du point de passage de Rafah par les autorités égyptiennes devant les malades palestiniens.

A côté d'elle, une autre dame garde un regard suppliant. Mme Om Hassan, 62 ans, espère qu'Allah rende tendres les cœurs des Egyptiens afin qu'ils laissent passer les malades palestiniens.

Une fermeture israélienne !

Et par le nord de la bande de Gaza, ce sont les Israéliens qui ferment le passage de Beit Hanoun (Erez). Eux aussi, ils ne permettent pas aux malades palestiniens d'y passer. Et sur ce point, le service israélien de la sécurité intérieure (le Shabak) pratique une sale politique. Il essaie de tirer des malades des renseignements concernant la résistance palestinienne dans la bande de Gaza.

L'organisation Médecins pour les droits de l'homme a affirmé, lundi 4 mai, que ce service de la sécurité intérieure met les malades sous de fortes pressions. Ces malades doivent donner des renseignements sur la bande de Gaza avant de la quitter pour aller se soigner à l'étranger.

Malade sur la chaise d'interrogation

Dans un rapport, l'organisation dit que de janvier 2008 à mars 2009, les Israéliens ont interrogé 438 Palestiniens ; donner des renseignements sera une condition préalable pour les laisser voyager à l'extérieur de la bande de Gaza.

Les agents ont interrogé des adolescents, ont photographié des malades, et ils les ont humiliés et insultés. Les malades qui refusent de donner des renseignements se verront prier de retourner chez eux.

Des malades harcelés

Dr Bassim Naïm, ministre palestinien de la santé, confirme pour sa part que les malades palestiniens sont harcelés et mis sous pressions pour en tirer des renseignements.

A une délégation écossaise, Naïm a dit que les malades restent des heures et des heures sous un soleil brûlant. Et ils subissent toutes sortes d'inspections. Des agissements qui viennent à l'encontre de tous les accords, conventions et traités internationaux.

La privation de soin

Waïl Abdou Al-Qader, 32 ans, du camp de réfugiés palestiniens d'Al-Chatti, à l'ouest de la ville de Gaza, était membre des brigades d'Al-Qassam. Il était très malade, au niveau de l'estomac. Il avait besoin d'une opération à l'extérieur de la bande de Gaza. Mais l'interdiction de quitter Gaza l'a finalement tué.

Briser le blocus

L'organisation américaine Human Rights Watch, en s'adressant à la secrétaire d'Etat américaine, a appelé à critiquer publiquement et fortement le blocus israélien imposé sur Gaza. C'est une sanction collective visant la population civile. Les Etats-Unis, en étant le premier allié de l'Entité sioniste, doivent pratiquer toutes les pressions sur "Israël" afin qu'elle respecte la loi internationale.

Les Etats-Unis doivent également pratiquer des pressions sur l'Egypte pour qu'elle ouvre le point de passage de Rafah pour laisser passer les malades et ces centaines de camions porteurs d'aides humanitaires.

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.CPI.120509.htm>

3-4 Nadia Agsous : Plus de 70% des Gazaouis souffrent de malnutrition...

Qu'est devenue Gaza depuis l'arrêt des bombardements de l'armée israélienne sur la population civile et les biens publics en janvier 2009 ? Quelle est la situation socio-économique qui prévaut dans cette région de la Palestine qui tente tant bien que mal de panser ses blessures et de se reconstruire ? Quels sont les effets du blocus israélien sur la vie quotidienne des Gazaouis ? Quel est le bilan de la situation actuelle ?

Suffocation économique.

Malnutrition : une atteinte à la santé humaine

« Peux-tu imaginer que lorsqu'un de mes enfants me demande un shekel (0,2 €), je ne peux même pas le lui donner. C'est pour ça que je me cache de mes enfants du matin au soir, écrit Rami Almeghari dans son article « Le blocus aggrave la malnutrition à Gaza » rapportant les confessions du Gazaoui, Naser Al-Batran (41 ans). Ce père de cinq enfants qui réside au centre de la Bande de Gaza s'est retrouvé au chômage après qu'Israël ait bouclé les passages frontaliers en juin 2007. Auparavant, il était ouvrier dans une usine de tissage. Puis pour rendre compte de l'extrême précarité de la situation dans cette région de la Palestine qui a vécu sous les bombes de l'armée israélienne pendant presque un mois, il ajoute « la vie est devenue misérable, extrêmement misérable ».

En effet, selon les témoignages de la population locale et les observateurs, les conséquences du blocus économique qui est en vigueur à Gaza depuis 2007, sont visibles sur tous les aspects de la vie quotidienne. Effondrement de l'économie locale. Baisse du niveau de vie. Crise alimentaire. Pénurie des denrées les plus élémentaires. Appauvrissement du régime alimentaire. Difficulté voire impossibilité d'accéder à la nourriture et à l'eau potable. Restriction en fuel et en électricité. Carences nutritionnelles. Et cette situation socio-économique a bien évidemment des conséquences néfastes sur la santé des Gazaouis. Cette dégradation des conditions de vie ainsi que l'appauvrissement de la population gazaouie a également été mise en exergue par plusieurs instances nationales et internationales.

Ainsi, selon l'agence iranienne de presse SHABESTAN, Jamal Al-Khisri, président du comité populaire qui mène une lutte contre le blocus de Gaza a déclaré qu'environ 55% des enfants de Gaza souffraient de malnutrition et manquaient de fer.

De son côté, le Ministère Hamas de la Santé fait état d'une augmentation de la malnutrition au cours des 11 derniers mois chez la population gazaouie puisque plus de 70% des 1,5 millions d'habitants de Gaza souffrent d'anémie dont 44% de femmes enceintes. Cette situation semble concerner plus de 10% des enfants âgés de moins de 18 ans.

Dr Adnan Abdel Aziz Al Wahadi qui dirige le service de soins de l'organisation sanitaire Ard Al-Insan à Gaza impute cette situation à « l'impossibilité, pour beaucoup de ménages palestiniens d'acheter la nourriture de base. Situation qui a contribué à aggraver cette problématique de santé ».

Par ailleurs, les résultats d'une enquête récente sur la malnutrition menée par cette institution sanitaire ont mis en évidence le fait qu'environ 10,4% des ménages de la Bande de Gaza souffrent de malnutrition chronique mettant ainsi en lumière l'existence de difficultés de croissance en poids et en taille.

L'UNICEF a pour sa part confirmé ce constat on ne peut plus déplorable. Pour cette institution, l'émaciation constitue un véritable problème de santé publique puisque le nombre d'enfants de moins de cinq ans qui souffrent de malnutrition aiguë a doublé en 2008 atteignant 2,4%.

Et selon l'Organisation Mondiale de la Santé, ces retards de croissance semblent être le résultat d'un manque de protéines, de vitamines et de fer pendant et après l'offensive israélienne sur Gaza. Par ailleurs, des résultats d'une évaluation du taux d'anémie à Gaza doivent être rendus publics en mai 2009.

En juillet 2009, une évaluation similaire doit être menée par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). L'évaluation qualitative de la sécurité alimentaire à Gaza menée en 2008 et au début de l'année 2009 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) laisse apparaître une hausse de l'insécurité alimentaire. Le Bureau central palestinien de la statistique (PCBS) révèle une baisse de 10% des vivres et de la consommation d'énergie. En effet, Israël aurait procédé à une réduction des livraisons de nourriture, de diesel et de gaz au point où des conducteurs auraient été contraints d'utiliser de l'huile de table..

La faute incombe à Hamas ... du point de vue des autorités israéliennes

Lors d'une déclaration en 2008, Mark Regev, le porte-parole du Premier ministre israélien Ehud Olmert, avait déjà imputé cette situation à Hamas car lors des retraits d'Israël de la Bande de Gaza, « la population a, selon lui, été « l'otage » de l'idéologie « extrémiste et nihiliste » du Hamas. "Si le Hamas avait concentré ses ressources sur le « régime alimentaire de la population » plutôt que sur les « roquettes Qassam et le Jihadisme violent », ce genre de problème n'aurait pas existé ».

Le blocus économique est une « punition collective... »

Selon Rashid Khalidi, professeur d'études arabes à Columbia, le blocus d'Israël sur la population de la bande de Gaza « avec le soutien des États-Unis et de l'Union Européenne » s'est davantage durci au moment où Hamas a gagné les élections au Conseil législatif palestinien en Janvier 2006. Par conséquent, « le carburant, l'électricité, les importations, les exportations et la circulation des personnes dans et hors de la bande de Gaza ont été lentement bloquée, aboutissant à des problèmes sanitaires, de santé, d'approvisionnement en eau et de transports qui mettent la vie des gens en danger ». Puis il poursuit, « en raison du blocus, beaucoup de gens se sont retrouvés au chômage, dans la misère et victimes de la malnutrition. Ce qui revient à une punition collective - avec le soutien tacite des États-Unis - d'une population civile pour l'exercice de ses droits démocratiques ».

[Nadia Aqsous](#)

[Mondialisation.ca](#),

11 mai 2009

[Oulala.net](#)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=13569>

3-5 Elizabeth Roulet : «Touriste» en Palestine : Une Française témoigne.

Hébron, Naplouse Ramallah, Bethléem, Jérusalem-Est et dans quelques villages, la colonisation explose, ce qui réduit les surfaces de terres palestiniennes.

Il est de plus en plus difficile à la population de circuler entre ces lieux d'habitation. Régulièrement, des maisons habitées par des Palestiniens sont détruites par l'armée israélienne, même si les Palestiniens ont renoncé à la «lutte armée» et à l'Intifada.

Des barrières de passage «check-points» existent au niveau du mur de séparation et aussi à l'intérieur de la Cisjordanie. Des soldats, souvent très jeunes, font apposer sans ménagement les mains des Palestiniens sur des plaques électroniques pour détecter des explosifs. A ces points, ce sont de longues queues, de nombreuses humiliations. On renvoie facilement la personne pour soi-disant un papier manquant. Il est donc difficile à un étudiant d'aller à Jérusalem-Est ou à un commerçant d'aller chercher des marchandises.

Le témoignage d'un ami qui allait au travail à Ramallah. Le soldat lui a dit : «On veut vous faire souffrir pour que vous partiez !».

Chacun attend que le tourniquet s'éclaire en vert pour passer. Des haut-parleurs crient des ordres, le feu passe au rouge sans avertissement, séparant occasionnellement mère et enfants. Les attentes peuvent durer des heures !

Au check-point de Naplouse, quelques jours avant notre passage, les soldats, toujours très arrogants, avaient éventré les matelas qu'un commerçant palestinien transportait dans son camion. Pour un oui ou pour un non, les soldats, fébriles, pointent leurs armes, poussent les gens dans les files ! Ceci en Cisjordanie. Donc normalement en Palestine libre si les centaines de résolutions de l'ONU avaient été suivies !

Il est important que des internationaux soient présents avec les Palestiniens. Quand j'ai montré mon passeport au soldat, il a fait la tête. Encore plus quand il a entendu des échanges verbaux avec nos amis palestiniens.

Avec mon groupe de huit Français, nous logions chez des familles. Cette visite a été organisée par l'ATG de Bethléem : cette association organise des circuits de tourisme solidaire.

Son adresse : ATG, groupe de tourisme alternatif, 74, Star Street, PO Box 173, Beit Sahour, Palestine (info@atg.ps et le site :www.atg.ps)

Ces amis, pourtant bien pacifistes et essayant de faire marcher l'économie, reçoivent régulièrement les visites des soldats d'occupation, sont menacés de fermeture. Donc, une manière de les soutenir est d'aller faire du «tourisme» solidaire en Cisjordanie. Je suis partie avec «des couleurs et des sensations» de Grenoble. D'autres possibilités existent avec des voyages plus militants, avec des manifestations devant le mur avec des Palestiniens. Il est de plus en plus dangereux de manifester. La répression militaire s'accroît. Des internationaux sont tués ou blessés. Il y a 3 mois, un jeune Nord-Américain a été blessé par balle par un soldat. Il est entre la vie et la mort.

De fait, c'est l'armée israélienne qui dirige la Cisjordanie. Elle peut tuer, arrêter, détruire des maisons comme elle le veut. On peut se demander quel est le rôle de l'Autorité palestinienne ! Dans les villes, jusqu'à 22 h, c'est la police de l'Autorité qui maintient «l'ordre» ! Ensuite, elle passe le relais à l'armée d'occupation !

Certains Israéliens favorables aux Palestiniens osent dire que «l'Autorité palestinienne joue le rôle de Vichy pendant la guerre en France» !

Autre point important : je n'ai jamais entendu des Palestiniens nier la Shoah. Ils disent que ce sont les Européens qui ont fait des pogroms et, pour certains, ont massacré les juifs ! Ce ne sont pas les Palestiniens qui, de fait, sont les victimes indirectes du nazisme.

En fait, l'histoire est plus complexe : dès le début du 20e siècle, et bien avant la Shoah, des sionistes d'Europe voulaient établir un Etat juif, donc de fait déplacer les populations palestiniennes existantes. Avant la Deuxième Guerre mondiale, les habitants juifs et arabes de Palestine vivaient en relative bonne entente ; de nombreux témoignages de vie commune en attestent.

Après 1945, la dépossession des terres et des maisons des Palestiniens s'intensifie. 530 villages palestiniens furent détruits et souvent les habitants massacrés.

Dans le nord d'Israël, nous avons visité ce qui reste d'un village détruit en 1948, avant la guerre avec les pays arabes : les colons ont construit des étables à la place des cimetières, et l'on peut apercevoir quelques restes de tombes.

Dans ce village d'Al-Birwa, pas loin de Nazareth, dans le nord d'Israël, l'église a été détruite par les sionistes en 1948. Une action récente rassemblant des pacifistes arabes et juifs a eu lieu : une cérémonie avec la plantation d'une croix a eu lieu à l'emplacement de l'église. Les colons ont peu après arraché la croix. Les exemples de la sorte sont très nombreux.

Le village d'Al-Birwa est celui de la famille du célèbre poète Mahmoud Darwich, décédé, hélas, il y a quelques années.

A Jaffa, à côté de Tel-Aviv, les Palestiniens, dans les années 1920, avaient chaleureusement accueilli les premiers pionniers juifs. En 1948, ils sont jetés à la mer où ils se noient par centaines. Comme à St Jean d'Acre. A Jaffa que nous avons visité, les dernières maisons palestiniennes encore existantes : elles vont être détruites ou confisquées, pour être transformées en salons de thé !

1) Témoignage de notre visite à Naplouse

Naplouse est au nord de la Cisjordanie. La ville est rebelle : de nombreux résistants armés y ont trouvé refuge. La plupart, pourtant, ont négocié leur reddition avec l'occupant, par lassitude, par manque d'armes et parce qu'ils pensent, peut-être à raison, que ce n'est pas la lutte contre l'armée la plus efficace du monde, et soutenue par l'Occident, qui va solutionner la libération de leur pays.

L'armée israélienne est stationnée en hauteur au-dessus de la ville. Elle y a installé un centre d'interrogatoire, superéquipé. Elle envoie des drones pour détruire les maisons soupçonnées d'abriter des «terroristes». On voit passer dans le ciel très souvent des hélicoptères militaires ; l'armée fait irruption dans des maisons avec des chiens. J'étais un peu inquiet en m'endormant dans ma maison d'accueil. Certaines amies du groupe étaient logées chez des habitants du camp et quelques jours avant, les militaires étaient venus. On voit passer circulant en trombe des jeeps de l'occupant.

Naplouse fut le centre économique de la Cisjordanie : 4 savonneries existaient. Ce fut un centre commercial vivant. Mais à cause du blocus sioniste, les entreprises ne peuvent se développer.

Ce qui tient la société, ce sont les nombreuses ONG et associations qui, souvent, ont le soutien de l'Occident. A Naplouse, nous avons un ami guide Amjad, qui a fait des années de prison comme tous les hommes d'environ 40 ans. Très souvent, ces Palestiniens sont actifs socialement et font le lien avec la solidarité internationale. Il s'occupe du camp d'Askar et il a de l'humour à la pelle !

Lors de l'offensive des sionistes à Ghaza, je lui ai envoyé un message : il a répondu par de grands remerciements pour notre solidarité. Car c'est elle qui leur permet de tenir grâce à la dénonciation des actes du gouvernement et de l'armée israélienne. Mais à Naplouse, nous avons aussi vu l'espoir dans l'avenir de ce peuple martyrisé. Nous avons déjeuné avec des étudiants de l'université An-Najah. Quelle émotion de répondre aux questions de cette jeunesse intelligente et politisée. Mais beaucoup de lassitude aussi chez eux. Heureusement qu'ils peuvent communiquer avec l'extérieur par Internet et le portable !

Que faire pour obliger Israël à laisser ce peuple avoir son Etat ?

Je pense que les Européens, en particulier, à travers leurs élus, doivent exiger le gel des échanges commerciaux et culturels avec Israël, Israël se prétendant être un pays avec une démocratie à l'occidentale ! Les étudiants nous expliquent comment l'occupant les bloque aux checks-points pour qu'ils ne puissent pas aller étudier à la faculté située au centre-ville. Ils essaient de dormir sur place. Une belle histoire : la fondation de l'abbé Pierre a aménagé des logements à côté de l'université !

Quand nous sommes allés en Palestine en octobre, la cueillette des olives venait de commencer. Youssef, un de nos accompagnateurs de Naplouse, homme d'environ 50 ans, très jovial, connaissant un peu l'Europe, nous a raconté ce qui venait de lui arriver. Il ramassait ses olives sur le terrain familial. Un colon d'origine russe est arrivé vers lui en hurlant «Pars ! C'est la terre des juifs !». Youssef a tenu tête, sans suite pour cette fois.

Mais en de nombreux endroits, les colons et l'armée brûlent les oliveraies et empêchent les paysans de faire la cueillette. De nombreux bergers ont été tués par des colons fanatiques ; des missions d'aide à la cueillette avec des internationaux existent. Depuis notre bus, nous avons vu des internationaux japonais en train d'être «questionnés» par des soldats. Mais maintenant, la répression s'intensifie à l'encontre de ces internationaux. Nous avons croisé des Suédois, des Allemands.

Les internationaux pourront-ils encore venir avec l'arrivée du nouveau gouvernement d'extrême droite israélien ?

Quand on arrive à l'aéroport de Tel-Aviv en groupe, il faut se séparer et la consigne est de se présenter comme touriste-pèlerin.

Mais les occupants connaissent nos déplacements en Cisjordanie et nous sommes fichés sur l'ordinateur central. Au prochain voyage, on peut facilement, après une garde à vue musclée, être renvoyé en France par le prochain avion : ceci est arrivé à des Français venant en solidarité.

L'inquiétude pour Israël, c'est d'être montré du doigt, boycotté par les peuples.

2) Visite de la ville d'Hébron

Hébron est au sud de la Cisjordanie. Des colons (quelques milliers), pour environ 200.000 Palestiniens, ont occupé le centre de la vieille ville. Ils ont pris les maisons des Palestiniens et les en ont chassés. Pour tenter de dégoûter ceux qui restaient aux alentours, ils ont commencé par uriner par les fenêtres sur les passants des rues sous leur maison ; puis ils envoient leurs poubelles, d'énormes pierres, de la ferrailles...

Les colons ont détruit, en les coupant, les canalisations d'égout» pour raisons de sécurité». Les Palestiniens les reconstruisent à grands frais !

Nous n'avons pas les dernières nouvelles depuis le massacre de Ghaza du début de l'année. Les manifestations de soutien ont été fortement réprimées.

Une association française, France-Hébron, existe depuis 12 ans. Les responsables sont un couple extraordinaire : elle, Chantal, est Bretonne et lui, Anouar, Palestinien ayant fait ses études de droit en France ; ils ont ouvert au milieu de la vieille ville une école maternelle que les colons et soldats vandalisent régulièrement. Les enfants fêtent notre venue, ils nous offrent une bougie de leur fabrication. En sortant, je tombe sur une patrouille «rambo» de soldats israéliens : ils me fusillent du regard». Peut-être comprennent-ils le français ? Car à Hébron, il y a beaucoup de colons venant de France ! Ils n'apprécient pas que des témoins viennent constater leurs méfaits.

A Hébron, avec une amie du groupe, nous logeons en haut de la ville, sous un poste israélien. Ce poste a été construit à l'emplacement d'une vieille maison historique palestinienne qui a été détruite. A ma droite, il y a une maison qui vient d'être détruite. La famille nous accueille chaleureusement. Notre hôte, de 40 ans environ, parle un peu anglais et français car il suit des cours à l'association France-Hébron avec Chantal. Tous les hommes de la famille de son âge ont fait de la prison comme lui, un frère étant toujours emprisonné.

La grand-mère nous reçoit un peu plus loin dans sa maison et son jardin et nous fait goûter ses fruits.

La France a à ce moment-là la cote, car elle n'a pas suivi les USA en Irak, et Chirac a été correct avec les Palestiniens. Le matin en sortant de la maison, je parle fort en français, exprès, pour que les soldats, dont j'aperçois les silhouettes, m'entendent. Peut-être viennent-ils de France !

Deux autres personnes du groupe logeaient chez un pharmacien ami de Chantal. La semaine précédant notre visite, l'armée avait fait irruption chez lui, le menaçant. Puis elle alla s'installer sur le toit de sa maison. Une « anecdote » significative concernant notre ministre des Affaires étrangères français. Quelques jours après notre visite à Hébron, M. Kouchner a fait une brève visite à Hébron. Il a donc été piloté, en partie, par Chantal de France-Hébron. C'est elle qui l'a forcé à passer un check-point avec les tourniquets : gêné, il n'a pas pu dire non. Mais il n'a pas voulu voir la vraie vie des Palestiniens.

Pendant ce même voyage, au lieu d'être ferme avec le gouvernement israélien, il appelait pratiquement Israël à attaquer l'Iran !

3) Bethléem

C'est la ville du Christ. Pendant les Intifadas, des résistants palestiniens s'étaient réfugiés dans l'église de la nativité. L'armée d'occupation a pilonné les murs et l'on voit encore les impacts des tirs.

Je logeais chez Anna, une Palestinienne chrétienne, très dynamique. Elle était enseignante. Sa maison avait été saccagée par les soldats il y a plusieurs années. Elle avait subi du temps de Hitzhak Rabin un couvre-feu de 45 jours, sans pouvoir se déplacer. Deux jours avant mon arrivée, un jeune habitant à côté avait été raflé par l'armée.

4) Jérusalem

Pour aller de Bethléem à Jérusalem, il faut passer au check-point à travers le mur de la honte. Des bus de pèlerins passent souvent sans vouloir regarder ce que subit la population palestinienne. Il est très difficile aux habitants de Bethléem d'aller à Jérusalem et d'en retourner.

En fait, le projet d'Israël est d'expulser les Palestiniens de Jérusalem et certains pensent aussi à Bethléem pour faire un énorme bloc qui, de fait, ghettoïsera les Palestiniens dans des micro-zones sans terre. Jusqu'à quand les pays européens vont-ils laisser faire le gouvernement israélien ?

Elizabeth Roulet

*Elizabeth Roulet, adhérente de l'association France-Palestine, est militante des Verts de Savoie. Témoignage d'un voyage en octobre 2008 en Cisjordanie occupée

Mme Elizabeth Roulet parraine une petite Palestinienne vivant dans le camp de Qalandia, à côté du mur. Qalandia est à côté de Ramallah. La famille du père de la petite filleule vivait au bord de la mer, vers St Jean d'Acre : ils furent expulsés en 1948 pour se retrouver dans ce camp de réfugiés.

Sources Bellacio

<http://palestine.over-blog.net/article-31114222.html>

3-7 Daphna Golan : À saisir : un site idéal !

À l'heure de la grande offensive diplomatique israélienne, où chacun peut entendre Shimon Pérès, Bibi Netanyahu et le moindre porte-parole d'ambassade répéter qu'Israël tient parole et n'érige aucune construction nouvelle dans les colonies, se contentant de répondre aux besoins engendrés par l'accroissement démographique naturel au sein des implantations... la lecture des petites annonces immobilières de Jérusalem est révélatrice, voire salutaire. Ce n'est pas, cette fois, l'Observatoire des Colonies de la Paix Maintenant * qui le dit, ne vous frottez pas les yeux, les nouvelles constructions constamment démenties s'affichent noir sur blanc dans la presse de Jérusalem.]

<http://panier-de-crabes.over-blog.com/article-31294798-6.html>

Espérons que la Maison Blanche s'abonnera, en prévision de la visite du Premier ministre israélien et de son équipe, à l'une des feuilles locales de Jérusalem. Il suffit de parcourir les pages gonflées de petites annonces pour épargner au contribuable américain, comme aux citoyens israéliens, du temps, de l'argent et des soucis.

Israël jure depuis longtemps qu'il n'y a plus de nouvelles constructions dans les implantations. Dernièrement encore, le président Shimon Pérès l'a assuré au Président tchèque qui assume la présidence de l'Union européenne. En retour, ce dernier a promis d'œuvrer à l'amélioration des relations entre Israël et l'Europe. Lors de sa prochaine visite aux États-Unis, Benyamin Netanyahu reprendra sans nul doute ces mensonges à son compte.

Ainsi, le journal de Jérusalem promet-il cette semaine trois avantages aux entreprises israéliennes désireuses d'emménager à Maaleh Adoumim :

– Primo, un "emplacement idéal", à dix minutes de Jérusalem. Sur la carte, seules sont signalées les agglomérations israéliennes et les colonies faisant aux entreprises des offres de construction ; mais aucune localité palestinienne n'y figure, pas même celles sur les terres desquelles sont implantées les dites colonies.

– Secundo, la "commodité d'accès". Les Américains ne comprennent peut-être pas vraiment ce dont il s'agit. Cela signifie, en fait, qu'Israël a construit des routes commodes réservées aux seuls Israéliens, afin qu'ils puissent circuler dans les Territoires sans croiser le moindre Palestinien. Pour faciliter l'accès à la zone de Maaleh Adoumim, on a bâti la route 443. Le gouvernement a affirmé devant la Cour Suprême que cette route a été construite, sur des terres palestiniennes expropriées, "au bénéfice de la population locale". Mais, contrairement aux promesses, la circulation n'y est autorisée qu'aux seuls et uniques Israéliens.

– Tertio, les avantages fiscaux. L'annonce propose le type de dégrèvements prévus en "zone d'intérêt national numéro un".

Dans la zone industrielle de Maale Adoumim se trouve la réserve de terrains la plus importante de la région de Jérusalem. Ceux-ci sont proposés à des prix très attractifs. Or, c'est précisément dans cette zone qu'Israël s'est engagé à ne pas construire afin de permettre, le cas échéant, le passage futur des Palestiniens du nord au sud de la Cisjordanie.

Si quiconque se figure, à la Maison Blanche ou au Conseil de l'Europe, que les constructions à Maaleh Adoumim sont l'exception, les pages d'annonces du journal local de Jérusalem laissent, elles, prévoir un essor du bâtiment dans les territoires occupés tout autour de Jérusalem.

Ainsi en est-il de cette "occasion en or" dans l'antique Har 'Homa... Les Palestiniens sur les terres desquels sont construites les maisons proposées aux acquéreurs israéliens ne sont pas le moins du monde mentionnés.

Rien non plus sur le village de Noaman, dont les terrains ont été annexés à Jérusalem mais dont les habitants disposent de papiers de résidents des Territoires : ainsi ne sont-ils plus que des "résidents illégaux" dans leurs propres maisons ! Le mur de séparation emprisonne les habitants de Noaman, les coupe tant de Jérusalem, où ils ne peuvent pénétrer, que des autres régions, auxquelles ils ne peuvent accéder qu'aux seuls moments où les barrages sont ouverts.

Dans ces publicités, nulle mention de Dira, de Tsour Baher, de Oum Toubah, de Abou Dis ou de Beit Tsrur, toutes à proximité immédiate. Ces localités et quartiers palestiniens, dont certains se trouvent dans l'aire municipale de Jérusalem, ont tout simplement disparu de la carte... et pas seulement dans les pages du journal local, mais aussi dans la conscience des autorités israéliennes. Celles-là même qui, par exemple, n'ont pas jugé utile de proposer aux Palestiniens un plan d'urbanisme leur permettant de construire des habitations, des routes, des écoles.

Aujourd'hui, alors que le contribuable américain est confronté aux restrictions, il pourrait faire l'économie de l'argent dépensé dans les constructions et le fonctionnement des colonies. Au lieu d'investir du temps et des moyens à tenter de comprendre pourquoi les Israéliens s'acharnent à construire des routes, des quartiers et des implantations à l'intention exclusive des Juifs, la Maison Blanche ferait bien de souscrire un abonnement annuel à l'un de ces journaux locaux.

Elle pourrait aussi annoncer au Premier Ministre israélien et à ses nombreux collaborateurs qu'ils seront les bienvenus pour discuter de la poursuite de l'aide américaine une fois que terme aura vraiment été mis à la construction à l'usage exclusif des Israéliens dans les territoires occupés.

NOTES

Rappelons à cette occasion que Dror Etkes, en charge de 2002 à 2007 de cet Observatoire, vient donner en France une série de conférences, dont la première ce soir à Paris, sur les menaces que fait peser sur la société israélienne la politique de colonisation.

Daphna Golan

*** L'auteur enseigne le Droit à l'université hébraïque de Jérusalem.*

(trad. Ilan et Tal pour La Paix Maintenant)

www.haaretz.co.il/hasite/spages/1083138.html

<http://panier-de-crabes.over-blog.com/article-31294798-6.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19